

Vers un environnement
favorisant le développement
du secteur privé

Une facilité financée
par le Fonds Européen
de Développement

Sommaire

Cameroun - Financer
les très petites entreprises 1

Micro-finance en Sierra Leone 3

Mali: Priorité
au financement des PME 4

La Facilité Climat des Affaires ACP, en abrégé BizClim, fournit une assistance technique pour améliorer la réglementation et la législation, le cadre institutionnel et les mesures financières favorisant le développement du secteur privé des pays ou régions ACP et pour leur permettre d'opérer la réforme des entreprises publiques. Pour ce faire, la Facilité se concentre notamment sur l'appui aux Gouvernements ACP, aux Institutions régionales et aux organisations du secteur privé.

Editeur responsable
M'Hamed Chérif
Av. Roger Vandendriessche 38
1150 Brussels - Belgium
Tel: +32 2 772 01 19
Fax: +32 2 777 08 60
info@acpbusinessclimate.org
http://www.acpbusinessclimate.org



Un projet de plan stratégique au Cameroun visant à faciliter l'accès des PTPE aux financements sera présenté en décembre 2007 à Douala.

Cameroun

Financer les très petites entreprises

La CCIMA du Cameroun vise à jouer un rôle actif dans la mobilisation des financements des petites et très petites entreprises.

La CCIMA – Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat – a saisi BizClim pour la réalisation d'une étude stratégique sur le lancement d'un mécanisme permettant de faciliter le financement des petites et très petites entreprises (PTPE) au Cameroun. En dépit du potentiel considérable que représente cette population – dont le nombre est estimé à plus de trente mille – l'accès de ces entreprises aux financements formels reste problématique dans un contexte général qui ne favorise pas l'octroi de crédits à l'économie productive. Hormis en Afrique du Sud et à l'île Maurice, la moyenne des crédits au secteur privé en Afrique sub-saharienne culminait en 2003 à 10%

du PIB. Cette déficience générale touche en particulier les PTPE, qui s'estiment légitimement laissées pour compte.

Grâce aux initiatives multiples en matière de micro-crédit, les micro-entreprises informelles bénéficient d'instruments spécifiques, alors que les entreprises de taille moyenne et les grands groupes mobilisent des financements auprès du système bancaire. Entre les deux, les PTPE ainsi que les artisans ayant dépassé le stade de la micro-entreprise constituent le "chaînon manquant" dont les membres sont particulièrement touchés par l'absence de mécanisme de financement adapté à leurs activités.



Disséminer les bonnes pratiques

La CCIMA entend jouer un rôle moteur afin de servir ses membres dont la majorité sont des PTPE par la mise à disposition de nouveaux mécanismes répondant aux besoins non couverts. En partenariat avec la Société Nationale d'Investissement et l'Association des Etablissements de micro-finance (Anemcam), la Chambre a introduit auprès de BizClim une requête visant à mettre en lumière les bonnes pratiques en la matière et à concevoir un mécanisme pilote au Cameroun.



La CCIMA a introduit auprès de BizClim une requête visant à mettre en lumière les bonnes pratiques en matière de financement des très petites entreprises et à concevoir un mécanisme pilote au Cameroun.

L'étude envisagée capitalisera sur l'expérience des nombreux programmes internationaux à destination des PTPE emprunteuses ou de leurs bailleurs de fonds. La dissémination des résultats permettra d'accélérer l'adoption des bonnes pratiques et la mise en place d'instruments efficaces, notamment par l'établissement de réseaux de financement des PTPE, l'appui à l'évolution d'institutions de micro-finance vers la finance de PTPE, la mise en place de fonds de garantie ou de

Les très petites entreprises (PTPE) et les artisans ayant dépassé le stade de la micro-entreprise constituent le "chaînon manquant" qui a réellement besoin d'un mécanisme de financement adapté à leurs activités.

sociétés de caution mutuelle, les garanties de financement de filières, l'ouverture aux PTPE des marchés publics ou encore la mise en place d'instruments innovants. Dans un deuxième temps, l'étude se focalisera sur le Cameroun, où les artisans et petites entreprises (hors commerce) dont le chiffre d'affaires est inférieur à 100 millions de FCFA totalisent plus

de 31 000 unités. Elle émettra des recommandations concrètes pour la mise en place d'un mécanisme dont la mise en œuvre fera l'objet d'un protocole d'accord entre les parties prenantes.

Coordonner les initiatives en cours

Des actions ont été lancées en 2004 à la suite de la cessation d'activité du fonds national de garantie spécialisé dans les PME. Ces actions s'adressent, d'une part, aux entreprises de taille moyenne sous forme d'un fonds de garantie en cours de création (le Fogamu) et, d'autre part, aux micro-entreprises par la création d'une association visant à développer les établissements de micro finance, l'Anemcam. Le présent projet initié par la CCIMA sera étroitement coordonné avec ces deux initiatives qui opéreront sur des gammes de financement de tailles complémentaires.

Rayonnement régional

La coordination envisagée sera rendue effective par l'organisation d'un premier séminaire à Yaoundé en août 2007 qui partagera au niveau régional les leçons à tirer des expériences internationales. Parmi celles-ci, les mécanismes existants dans les pays ACP, la cartographie des instruments existant en Afrique de l'Est et les mécanismes mis en place avec succès dans d'autres régions du monde seront présentés et débattus. La conférence sera aussi l'occasion de soumettre un projet de plan stratégique visant à faciliter l'accès des financements aux PTPE au Cameroun et de proposer des recommandations concernant la mise en œuvre des mécanismes nationaux.

A l'issue de ces débats et d'une consultation additionnelle sur le terrain, une conférence sera organisée en décembre 2007 à Douala où le plan stratégique finalisé sera présenté. En même temps et sur la base d'une étude de faisabilité détaillée du mécanisme pilote retenu pour le Cameroun, les parties prenantes procéderont à la signature d'un protocole d'accord auquel seront annexés le business plan détaillé de l'instrument ainsi qu'un projet de statut de l'entité juridique sous laquelle le mécanisme sera formé courant 2008. ■

Micro-finance en Sierra Leone

Une nouvelle phase de développement s'ouvre pour la micro-finance de Sierra Leone. Elle va bénéficier d'un appui pour élaborer un plan stratégique de soutien.

Le Programme Micro-Finance de la Commission Nationale pour l'Action Sociale (CNAS) de Sierra Leone a sollicité l'appui de BizClim pour réaliser une étude d'impact des initiatives sectorielles des cinq dernières années. L'étude identifiera les caractéristiques de la demande et émettra des recommandations pour améliorer l'environnement réglementaire, consolider les plate-formes de dialogue public-privé et identifier les domaines d'interventions que les bailleurs de fonds devraient appuyer. En parallèle, BizClim appuiera la réalisation d'une enquête de terrain qui générera des recommandations opérationnelles en coordination avec le programme Cadre EU-ACP sur la micro-finance.

Renouveau de la micro-finance

Après la résolution de paix signée en 2002, le Gouvernement de Sierra Leone a constaté que le secteur informel pouvait absorber une part importante de la population active et méritait d'être soutenu par des services financiers adaptés. Comptant 4,9 millions d'habitants, le pays se devait de relever le défi de la croissance pour augmenter le PIB per capita (350 USD) et améliorer ses indicateurs de développement.



Le plan stratégique initial formulé en 2002 estimait entre 90.000 et 160.000 le nombre d'emprunteurs potentiels. Après cinq années d'efforts, une partie de cette demande est servie via six institutions de micro-finance et quatre banques communautaires, la plupart soutenues par les bailleurs. En 2006, on estime que le secteur compte 44.000 clients actifs – dont 80% de femmes – pour environ 4 millions USD d'encours. Pour capitaliser sur ces résultats, il faut actualiser les données de 2002, tirer les leçons des initiatives entreprises, fixer les nouveaux objectifs à moyen terme et formuler de nouvelles stratégies.

Dissémination sous-régionale

Dans leur intervention, les experts tiendront compte du fait que beaucoup reste à accomplir : si 60 chefferies (sur 149 au total) bénéficient de mécanismes de micro-finance, 44 comptent moins de 500 clients actifs. Le développement de produits innovants reste marginal. La gouvernance mériterait aussi d'être améliorée et les ressources humaines consolidées. Dans ce contexte, les études soutenues par BizClim constitueront une référence dynamique (2002/2007) sur laquelle sera basée la feuille de route pour le développement du secteur. Les résultats seront disséminés à l'occasion de deux ateliers organisés en août et décembre 2007 à Freetown. Le comité de pilotage s'assurera de la participation active de représentants du Libéria et de la Guinée (Conakry) permettant ainsi de disséminer les résultats au niveau de la sous-région de la rivière Mano. ■

En 2006, on estime que le secteur de la micro-finance compte 44.000 clients actifs – dont 80% de femmes – pour environ 4 millions USD d'encours.



Brèves

São Tomé Introduction d'un système de TVA

Les autorités de São Tomé ont sollicité l'appui de BizClim pour introduire le système de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans le pays. Une réforme du système fiscal, y compris l'introduction de la TVA, pourrait en effet donner aux autorités les instruments pour conduire une politique pertinente en faveur des plus pauvres.

Les autorités de São Tomé se sont engagées à mettre en place des mesures fiscales substantielles permettant d'augmenter les dépenses en faveur des pauvres. Dans ce contexte, les Accords de Partenariat Economique (APE) pourraient présenter des défis significatifs parce qu'une réduction des tarifs douaniers sur des marchandises provenant de l'Union Européenne doit être compensée par des sources alternatives. Il pourrait s'agir d'impôts plus élevés sur les revenus des facteurs ou la création d'une nouvelle taxe sur la valeur ajoutée. Actuellement, une taxe sur la consommation de 12% est calculée sur la valeur des ventes.

On le constate dans le monde : les taxes à la consommation en tant que source de recettes fiscales pour les gouvernements sont en augmentation. Le modèle de la TVA est d'ailleurs adopté dans une majorité de pays. Même les Etats-Unis envisagent le remplacement de la taxe à la consommation par une TVA.

L'introduction de ce type de taxe peut cependant soulever un certain nombre de questions et générer des coûts additionnels. Ainsi, pour les entreprises, les coûts de mise en conformité se calculent en ressources humaines et en équipements nécessaires à la préparation des documents de TVA, des dossiers et à la réalisation de la déclaration TVA. ■

Priorité au financement des PME

Accords de Partenariat Economiques (APE) : séminaire TRINNEX en Haïti

La facilité TRINNEX du programme PROINVEST organise un atelier à Haïti en août 2007, en collaboration avec les chambres de commerce, la Délégation de la Commission Européenne et le Centre pour le Développement de l'Entreprise (CDE). L'objectif est d'offrir au secteur privé haïtien une occasion de réfléchir à son avenir dans le contexte de l'intégration régionale, y compris avec l'Union Européenne (UE) dans le cadre de l'APE. Les négociations des APE entre l'UE et le Caribbean Forum of ACP States (CARIFORUM) ont été lancées le 16 avril 2004 et devraient être conclues fin décembre 2007.

Haïti peut tirer profit de l'intégration régionale et de l'APE s'il relève le défi d'un meilleur niveau de compétitivité et d'intégration dans l'économie mondiale. Le séminaire facilitera les discussions sur le cadre commercial et d'investissement, tous deux en pleine évolution. Les implications sur les échanges de marchandises seront explorées, en particulier pour les deux exportations principales vers l'UE – produits agricoles et pêche. Les questions essentielles pour Haïti relatives aux négociations des services seront abordées et les points de vue seront échangés. Le tourisme et les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) constituent également des secteurs essentiels à prendre en compte. L'atelier permettra de créer une feuille de route pour l'assistance technique aux entreprises et aux organisations intermédiaires. Celle-ci sera développée et appliquée dans le contexte de l'appui à la mise en œuvre des APE, et plus largement au sein du large panel des bailleurs de fonds appuyant le secteur privé en Haïti qui seront présents à l'atelier. ■

Plus d'infos sur www.proinvest-eu.org

Le gouvernement du Mali a placé le financement des PME au cœur de son récent projet de développement économique et social.

La transformation d'une compagnie financière non-bancaire (CISA s.a) suivant le mécanisme, très intéressant, de financement mis en place au Niger, en est à l'origine. Or, du fait de difficultés financières, CISA a été mise sous administration judiciaire et a dû cesser toute activité de crédit. Elle avait déjà été établie sur les cendres d'un ancien projet du Fonds européen de développement (FED). En attendant la restructuration de la compagnie, diverses agences locales ont été fermées ou réduites. La réflexion actuelle verrait la création d'un fonds de garantie combiné, dans un deuxième temps, avec une entité apportant des services non financiers. Le succès de la conversion de CISA en un système de garantie et d'assistance non financière aux PME dépendra d'un certain nombre de facteurs au-delà du mécanisme, et notamment de la gestion et de l'expertise.

Le chaînon manquant

Les PME sont rares et constituent "le chaînon manquant" entre grandes et micro-entreprises. Leur faible accès aux financements entrave leur émergence et leur croissance. Ce manque n'a été compensé que par les établissements non-bancaires – institutions de micro-finance, petites banques et prêts consentis par des intermédiaires.

Permettre aux PME d'accéder aux financements exige la collaboration entre banques commerciales, institutions de micro-crédit, organisations communautaires et services de développement. Exemple intéressant : dans le Fonds ASPIRE, les fonds des investisseurs sont levés grâce au financement des banques locales et appuyés par les projets d'appui à l'entreprise. Pour la première fois, des financiers internationaux et locaux s'allient à une organisation caritative – la Fondation Shell – pour pallier le manque de compétences financières et commerciales des petites entreprises africaines.

Se regrouper pour trouver des fonds

Les grandes sociétés peuvent aider les PME à obtenir des financements. Les grappes de PME (clusters), très actives en Asie, permettent à leurs membres de trouver des financements ensemble, fournissent des garanties collectives ou même établissent leur propre organisme financier. Les Perspectives Economiques Régionales du FMI pour l'Afrique subsaharienne suggèrent que le leasing ou "des alternatives aux garanties réelles", telle que la solidarité du groupe et la prise de participation réversible, devraient être essayés comme dans d'autres pays en développement. L'affacturage et le crédit-bail financier figurent parmi les alternatives de réponse aux besoins des PME. ■



Les grandes sociétés peuvent aider les PME à obtenir des financements grâce à la création de grappes de PME (clusters).